

Case folio FRC 27296

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Concernant les demandes en cassation en matière de Finance & de Commerce.

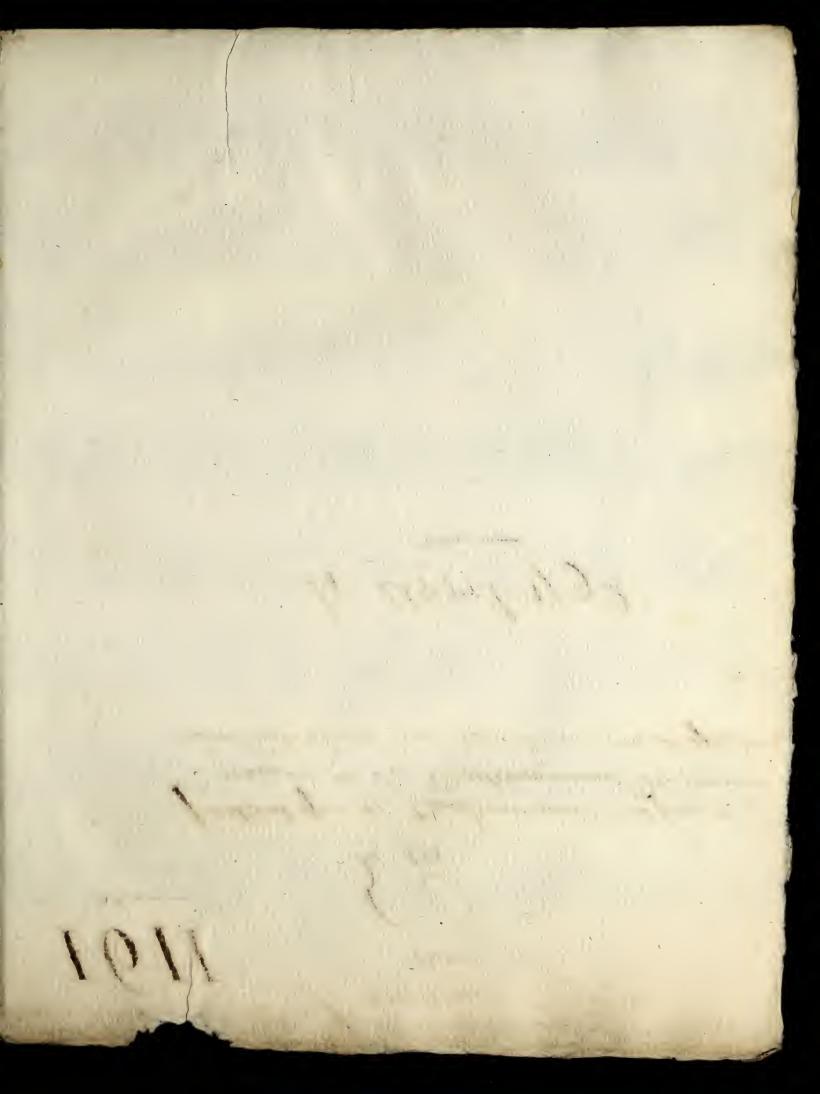
Du 18 Octobre 1781.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

L de se pourvoir en cassation contre des arrêts ou jugemens rendus en dernier ressort, en matière de Finance & de Commerce, se dispensent de se conformer aux dispositions du Règlement du 28 juin 1738, concernant la procédure que Sa Majesté veut être observée en son Conseil, & qu'il en résulte plusieurs inconvéniens également nuisibles au bien de

MENDERLINY

la Justice & à la tranquillité de ses Sujets. A quoi voulant pourvoir: Ouï le rapport du fieur Joly de Fleury, Conseiller d'État ordinaire, & au Conseil royal des Finances; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne: Que les dispositions du Règlement du 28 juin 1738, concernant la procédure que Sa Majesté veut être observée en son Conseil, & notamment celles du Titre IV, concernant les demandes en cassation, seront exécutées; & qu'en conséquence, aucune requête ne pourra être reçue, tant en son Conseil des Finances, qu'en son Conseil du Commerce, qu'elle n'ait été présentée, & l'amende consignée dans les délais prescrits par ledit Règlement : En ce qui concerne les demandes en cassation qui pourroient être formées à l'occasion du recouvrement des Impositions, ou par rapport au domaine de la Couronne & autres Droits de Sa Majesté, soit qu'ils soient en ferme ou en régie, ordonne Sa Majesté qu'il en sera usé comme par le passé. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le dix-huitième jour d'octobre mil sept cent quatre-vingt-un. Signé AMELOT.



26/1792 H

Gevening the Lembenconner Se finds
Gevening the Sa Cantionnend des duspender.

omannes Engages

II9I